**Modèle de lettre de licenciement en cours de période d’essai**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

… *(Dénomination du service en charge du dossier)*

Dossier suivi par : … *(prénom NOM de l’agent en charge du suivi de ce dossier)* [[1]](#footnote-1)

Adresse de messagerie (boîte de messagerie générique du service ou boîte personnelle)

*Nos réf. : Lettre n°20…-… (n° de chrono)*

Lettre recommandée avec accusé de réception (ou remise en main propre contre décharge)

***Monsieur ou Madame*** *… (prénom, NOM de l’agent)*

 **…** *(Adresse personnelle complète de l’agent)*

**Objet : Licenciement en cours de période d’essai**

Madame/Monsieur,

Vous avez été engagé(e) par contrat *(le cas échéant)* renouvelé le …, à compter du …, et pour une durée de …

Suite à notre entretien en date du … en présence de … *(chef de service ou D.G.S. ou secrétaire de mairie et/ou de la personne choisie par le fonctionnaire faisant l'objet de la procédure)* au cours duquel je vous ai informé(e) de mon intention de mettre fin à votre engagement, j’ai le regret de vous signifier votre licenciement à compter du … *(tenir compte des jours de congés annuels restant dus ou bien compte tenu de l’indemnisation des congés annuels non pris*) en raison des faits suivants :

*‐ …,*

*‐ …,*

*‐ …,*

Conformément à l’article 4 du décret n°88-145 du 15 février 1988, ce licenciement intervient sans préavis ni indemnité de licenciement.

Je vous prie d’agréer, Madame/Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées.

La présente décision peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement),*

Le … *(date),* en double exemplaires

 Le Maire *ou le-la Président(e)*,

 *signature*

 *(prénom, Nom)*

1. *L’indication du prénom et du nom de l’agent en charge du suivi du dossier est une obligation juridique prévue à l’article L.111-2 du Code des relations entre le public et l’administration.* [↑](#footnote-ref-1)